COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse

Edition spéciale
Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime 4

- Conférence internationale sur la sécurité maritime : Une coopération renforcée
- Une centaine de délégués à Maurice

- Conférence| Raj Mohabeer (COI) : « Mettre le problème de sécurité maritime sur la plan mondial »
- À l'issue de la Réunion ministérielle de la COI à Balaclava : Adoption de la « Déclaration de Maurice sur la sécurité maritime »
- Une région à protéger
- Conférence ministérielle] Engagement politique, signature d'accords et actions nouvelles pour la sécurité maritime régionale
- Aide supplémentaire de Rs 200M de l'UE
- Engagement politique, signature d'accords et actions nouvelles pour la sécurité maritime régionale
- Conférence sur la Sécurité Maritime du 28 au 29 Avril
- Maurice signera trois protocoles d'accord
- Le Journal Télévisé - Avril 29, 2018
- La réunion des hauts fonctionnaires prépare la Conférence ministérielle de la COI
- VIDÉO] L'Union européenne décaisse 28 millions d'euros en vue de renforcer
- Lutte contre la piraterie
- Conférence ministérielle à Balaclava : La sécurité maritime, un enjeu mondial
- [Vidéo] Sécurité maritime : Maurice signe un accord avec plusieurs pays
- Océan Indien: quatre accords pour renforcer la sécurité maritime
- Engagement politique, signature d'accords et actions nouvelles pour la sécurité maritime régionale
- La Roadmap sur la sécurité maritime
- **Plan to tackle Indian Ocean insecurity in the pipeline**
- Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental
- Conférence ministérielle de la COI : Focus sur la sécurité maritime
- [VIDÉO] Sécurité maritime : début des travaux préliminaires de la conférence ministérielle
- La Commission de l'Océan Indien organise une conférence ministérielle de « grande envergure » sur la sécurité maritime dans la région
- Pour lutter contre les délits transnationaux en mer : Maurice organise une conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien
- Conférence ministérielle sur la sécurité maritime à Maurice
- Maurice : la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental au cœur d'une conférence ministérielle internationale (SYNTHESE)
- Senior Officials meeting sets scene for Ministerial Conference on Maritime Security
- Conférence Sécurité maritime dans l'Océan Indien: L'île Maurice souhaite mobiliser l'effort de la communauté internationale pour sécuriser les mers
- conférence ministérielle sur la sécurité maritime

- Le Journal Télévisé - Avril 28, 2018
- [Vidéo] Jugnauth plaide pour la collaboration contre la piraterie et la drogue dans l'Océan Indien
- l'ouverture de la conférence sur la sécurité maritime dans l'océan indien occidental
- Conférence Sécurité maritime dans l'Océan Indien: L'île Maurice souhaite mobiliser l'effort de la communauté internationale pour sécuriser les mers
- Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien Occidental
- [la sécurité maritime dans l'océan Indien
- Sécurité maritime dans la région: l'UE décaisse € 28 millions
- Discours de Hon. Maneesh Gobin, Attorney-General de la République de Maurice - Représentant la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien - Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental
- Pravind Jugnauth: «Il faut mobiliser nos efforts pour lutter pour la sécurité maritime»
- Sécurité maritime: Une conférence ministérielle pour le Sud Ouest de l'Océan Indien
- Sécurité Maritime : Maurice signe un protocole d'accord avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- sécurité maritime : signature de plusieurs accords entre les cinq pays de la région
- Conférence Sécurité maritime dans l'Océan indien: Des accords «historiques» signés pour renforcer la sécurité maritime régionale
- Preparatory meeting of the 21st Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS)
- Océan indien. quatre accords pour renforcer la sécurité maritime
- Discours prononcé par l'Attorney General
- Sécurité maritime-Manesh Gobin : « Le plus important, c'est d'avoir un océan propre et sécurisé »
- COI : renforcement de la sécurité maritime régionale

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

03 mai 2018

https://www.lemauricien.com/article/secteur-maritime-une-centaine-de-delegues-a-maurice/

MAURICE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA SÉCURITÉ MARITIME

Une coopération renforcée

Plusieurs accords de coopération ont été signés, ce week-end à Maurice, lors de la conférence internationale sur la sécurité maritime qui a rassemblé près de 25 pays et des organisations internationales.

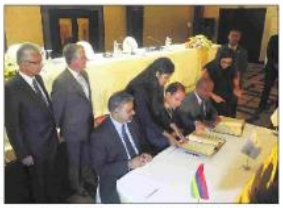
Extension du domaine de la lutte. La conférence internationale organisée, ce week-end à Balaclava (Maurice) par la Commission de l'océan Indien (COI), le ministère mauricien des Affaires étrangères et l'Union européenne, a scellé de nouveaux partenariats en matière de sécurité maritime dans la région « indianocéanique » au sens large, et ainsi renforcer la lutte contre les divers trafics. Deux protocoles d'accord ont été signés samedi: le premier entre l'île Maurice et l'UNODC, l'organisme des Nations unies en charge de la lutte contre les trafics de drogue et le crime, et le second entre la COI et ce même UNODC. Le lendemain, ce sont cinq pays, dont quatre de la COI, qui s'engageaient à améliorer leur coopération en facilitant le partage d'informations (voir ci-dessous).

« *Sans sécurité, il n'y a pas de développement* », a rappelé Madi Hamada, le Secrétaire général de la COI, martelant l'importance de mener des actions de surveillance conjointes dans la région sud-ouest de l'océan Indien et au large des côtes est-africaines. Pour Madi Hamada, il s'agit aujourd'hui de « *donner une impulsion nouvelle à notre sécurité. Ce n'est pas une conférence de plus mais un nouveau palier* », a-t-il justifié au cours de ses interventions.

Preuve que cette sécurité maritime est une problématique régionale et internationale, de nombreuses délégations avaient fait le déplacement à Maurice, des pays concernés par le programme Mase (« Maritime security ») de l'Union européenne (ceux de la COI, de l'Afrique australe et de la Corne), des grandes puissances ayant des intérêts dans cette zone géographique (États-Unis, Chine, Inde, Grande-Bretagne et même Russie) et des organisations internationales comme l'Office des Nations Unies en charge de lutter contre les trafics, humain et de drogue essentiellement (UNODC) et Interpol.



Le programme Mase de l'Union européenne est au cœur de la lutte contre les différents trafics dans la région. (Photos F.B.)



Les accords signés ce week-end doivent renforcer l'échange d'informations entre les États afin d'améliorer la sécurité dans la région.

Cinq millions pour les ports

« *Seul, aucun de nos pays ne peut lutter contre le trafic illégal dans nos océans; la pollution de nos mers ou les menaces croissantes à l'intérieur des nos eaux. Si nous pouvons nous mettre d'accord sur les moyens de travailler ensemble et de partager des informations et de coordonner nos actions, nous pouvons certainement faire mieux que ce que nous faisons actuellement. Unissons donc nos forces pour y arriver* », a expliqué le Premier ministre mauricien Pravind Jugnauth, pas peu fier d'accueillir une telle conférence qui montre que l'île Maurice n'est pas près d'abandonner son leadership régional, en diplomatie aussi.

« *On ne peut pas se battre seul, nous devons faire cause commune* », a rajouté la ministre seychelloise des Affaires intérieures, Macsuzy Mondon. Le programme Mase était donc au centre des débats. Il doit faciliter cette coopération sous l'égide de l'Union européenne qui la finance à hauteur de 37,5 millions d'euros. Marjaana Sall, ambassadrice de l'UE à Maurice, a annoncé l'octroi d'une enveloppe supplémentaire de 5 millions d'euros pour la sécurité des ports de la région.

Si elle a encore suscité l'attention des participants et a été abordée au cours d'une séance spécifique de travail, la piraterie maritime n'est plus la priorité de ce programme comme l'a glissé discrètement un diplomate. « *La piraterie au large de la Somalie est en sérieux recul, elle n'est pas anéantie* », a-t-il toutefois précisé. La baisse des attaques est en effet significative une dizaine d'années après les premiers abordages.

Selon le Bureau maritime international, les attaques de pirates dans le monde sont au plus bas depuis 22 ans (chiffres de 2017). Et seulement neuf « incidents » ont été relevés dans la région océan Indien en 2018, contre deux l'année dernière.

La pêche illégale qui représente un manque à gagner conséquent pour les pays concernés a été évoquée au cours des discussions. Les pertes engendrées par cette pêche illicite non déclarée et non réglementée (INN) représentent chaque année 400 millions de dollars à la première vente, selon l'Union européenne, et au moins un milliard de dollars en produits transformés. Environ 20 % des captures totales des thonidés proviennent de la pêche INN.

La lutte contre le trafic de drogue, « *un fléau à combattre* » pour Maneesh Gobin, le ministre de la Justice de Maurice, apparaît être aujourd'hui en première ligne en matière de sécurité maritime. Les deux protocoles d'accord signés samedi visent à faciliter l'échange de données sensibles sur cette problématique particulière.

À Port-Louis,
Frédéric BANC

GROS PLAN

MASE.
Cette coopération renforcée en matière de sécurité maritime s'inscrit dans la continuité du programme européen Mase (Maritime security) qui concerne au total quinze pays. Ce programme comporte cinq domaines mis en œuvre par les organisations régionales. L'IGAD (en français l'Autorité intergouvernementale pour le développement) traite des questions relatives à la piraterie maritime au large de la Somalie. L'EAC (East african communauty) travaille quant à elle avec Interpol pour renforcer les capacités juridiques et législatives des États. Le Comesa (le marché commun d'Afrique australe et orientale) s'intéresse aux transferts financiers frauduleux et au blanchiment d'argent.
La COI est quant à elle chargée de mener des actions coordonnées en mer grâce aux deux centres de surveillance et faciliter l'échange d'informations dans le domaine maritime. L'Union européenne soutient financièrement ce programme à hauteur de 37,5 millions d'euros.



Marjaana Sall a promis cinq millions d'euros pour renforcer la sécurité dans les ports de la région.

Madagascar au centre de la surveillance maritime

Avec le Centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM), Madagascar est positionnée à la pointe de la sécurité en mer. Au vu des moyens dont dispose la Grande île pour surveiller ses quelque 5 000 kilomètres de côtes, soit trois patrouilleurs et cinq vedettes, cette position centrale peut paraître paradoxale.

Mais la problématique « sécurité maritime » étant un défi régional, et même international, le CRFIM fonctionne grâce à une coopération des pays de la région susceptibles de lui fournir des informations.

Jean-Edmond Randrianantenania est le directeur de cette structure basée à Antananarivo et qui emploie aujourd'hui 28 personnes. « *Le centre a pour mission de collecter et d'analyser les informations maritimes dans une vaste région, depuis la sortie du canal de Suez jusqu'à l'Afrique du Sud* », indique-t-il. « *Ainsi, nous produisons des images maritimes qui représentent les événements en mer et le trafic gastickien.* »

Ces informations peuvent relater une pollution provoquée par un pétrolier - l'océan Indien, c'est plus de la moitié du transport d'hydrocarbures à l'échelle planétaire - qu'à une présence hostile de présumés pirates ou d'un navire de pêche n'ayant aucune autorisation pour pratiquer son activité.

Une fois recueillies, les données sont envoyées au Centre régional de coordination opérationnel (CRCO) qui, lui, est positionné sur l'île de Mahé, aux Seychelles.

Pour le directeur du CRFIM, ces deux structures sont complémentaires et correspondent à deux outils régionaux en matière de surveillance maritime et de lutte contre les différents trafics.

Le centre seychellois, dont le directeur le colonel George Adeline a été nommé en mars dernier, est chargé de planifier une éventuelle intervention au vu des éléments fournis par Madagascar en alertant le pays côtier concerné.

Les informations recueillies par le CRFIM le sont de diverses manières. Il y a d'abord les sources en ligne. « *Près de 600 sites Web qui disposent d'informations maritimes sont scannés tous les jours* », souligne Jean-Edmond Randrianantenania. « *Nous avons accès également à de nombreuses bases de données internationales et disposons aussi des sources satellitaires. Par ailleurs, les officiers de liaison de chaque pays de la COI sont aussi d'importants informateurs.* »

Les données sont également récupérées grâce au « *contrôle naval volontaire* », poursuit le directeur du CRFIM, ancien capitaine de frégate. En d'autres termes, les compagnies maritimes devront à terme fournir des éléments lorsqu'un de leurs bâtiments navigue dans cette zone à la demande du centre.

Enfin les différentes structures nationales, comme le Cross (le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) de La Réunion, seront elles aussi sollicitées.

Initiés par l'Union européenne dès 2010 lors de la conférence internationale sur la piraterie maritime qui s'était tenue à Maurice, chapeautés depuis par la Commission de l'océan Indien, les deux centres sont des outils essentiels du programme Mase (prononcer « maz ») .

Le programme s'est en outre renforcé, dimanche, avec la signature de deux accords sur l'échange et le partage d'informations et la coordination des opérations en mer dans la région. Cinq pays ont ratifié ces textes, à savoir Djibouti et quatre de la COI (Comores, Seychelles, Madagascar, Maurice). La France n'a en revanche rien signé.

Mais pour la COI, ce n'est qu'une étape. « *D'autres États de la région sont appelés à adopter ces accords qui restent ouverts aux partenaires désirant contribuer à la sécurité maritime régionale qui conditionne la stabilité de toutes maritimes d'envergure mondiale* », précise l'organisation régionale dans son compte rendu.

F.B.



Jean-Edmond Randrianantenania est le directeur du Centre régional de fusion de l'information maritime.

Maurice la passoire

Le trafic de stupéfiants a encore de beaux jours devant lui à Maurice. Les saisies sporadiques de drogue sur des passeurs à l'aéroport de Plaisance ne représentent que la partie émergée de l'iceberg.

Depuis des décennies, les stupéfiants sont introduits dans l'île grâce aux bateaux de pêches, yachts et autres embarcations. Il n'y a malheureusement peu de contrôles.

La Brigade antidrogue a bien entendu parler des vedettes rapides qui vont récupérer des colis balancés en mer par des chalutiers en provenance de Madagascar. Mais les gardes-côtes, sollicités pour ces opérations, sont toujours rentrés bredouilles. Des saisies effectuées sur le territoire ont mis à jour ce type d'activités et ce n'est que depuis mai 2016 que les autorités mauriciennes ont été mises devant l'évidence: des vedettes rapides vont désormais le va-et-vient entre Maurice et Madagascar.

Un rapport de la CIA récemment déclassifié révèle que Maurice est une véritable passoire depuis les années 80. Dans ce rapport datant de 1986, l'agence de renseignements américaine explique que des membres du gouvernement d'Anerood Jugnauth auraient des connexions avec des cadres notoires. Des paragraphes entiers contenant sans aucun doute des détails sensibles ont malheureusement été biffés.

Ce rapport indiquait également que Maurice pourrait éventuellement évoluer en une plaque-tournante d'un trafic de drogue international entre l'Asie du Sud-Est et l'Afrique. Il louait cependant les mesures prises par Anerood Jugnauth pour contrecarrer ce phénomène. En 2011 cependant, le Département d'État américain estimait que l'île n'a pas les moyens nécessaires pour contrôler les points d'accès par la mer, car dans l'impossibilité de patrouiller ses côtes et ses eaux territoriales.

Pour l'année écoulée, la Brigade antidrogue a saisi 197,8 kilos d'héroïne. D'habitude, le volume saisi oscille entre 20 et 50 kilos mais la barre des 12 kilos a déjà été atteinte cette année.

« *Les gardes côtes n'ont pas reçu la formation nécessaire pour la lutte antidrogue et la fouille d'un bateau est assez difficile comme opération. De l'autre, il est également impossible de vérifier l'ensemble des conteneurs qui arrivent au pays* », confie un enquêteur. Il en appelle à une meilleure collaboration entre les différents services. De même qu'avec les autorités réunionnaises, la Brigade antidrogue était restée sur sa faim dans l'enquête sur la saisie de Sainte-Rose.

À Port-Louis,
Vel MOONIEN



Les saisies de drogue sont de plus en plus nombreuses à Maurice.

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

le mauricien

25 Avril 2018

https://www.lemauricien.com/article/secteur-maritime-une-centaine-de-delegues-a-maurice/

Une centaine de délégués à Maurice



La Commission de l'océan Indien (COI), en collaboration avec la République de Maurice et l'appui de l'Union européenne, organise une conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental les 28 et 29 avril, à Balaclava.

Quelque 150 délégués issus d'une trentaine d'États et d'organisations régionales et internationales sont attendus pour discuter des enjeux et pour prendre des décisions collectives en vue de combattre efficacement les crimes et menaces maritimes.

Près de 70 délégués ont déjà confirmé leur participation. Cet événement est organisé avec le soutien de l'Union européenne à travers le programme de promotion de la sécurité maritime en Afrique orientale et australe et océan Indien (MASE).

Une déclaration ministérielle assortie d'un plan d'action sera adoptée à l'issue de la rencontre. Ce document s'intéressera à l'ensemble des enjeux de la sécurité maritime, à savoir les mécanismes de coopération, la lutte contre la pêche illégale et contre les trafics maritimes (drogues, trafic humain, blanchiment d'argent), risque de terrorisme, crimes environnementaux et pollutions maritimes.

le mauricien

CONFÉRENCE | Raj Mohabeer (COI) :

« Mettre le problème de sécurité maritime sur le plan mondial »

La réunion de hauts officiels en marge de la conférence ministérielle sur la sécurité maritime, qui se tiendra durant le week-end, a débuté ce matin à l'hôtel Intercontinental. Le coup d'envoi a été donné par la secrétaire aux Affaires étrangères, Usha Dwarka-Canabady, qui a souligné l'importance de la sécurité dans la région, ainsi que par le secrétaire de la Commission de l'océan Indien (COI), Hamada Madi Boléro.

L'ouverture officielle de la conférence organisée par la COI se fera par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, samedi. Quelque 200 participants venant de pays de la région et d'autres pays éloignés sont actuellement réunis à Maurice. « *La sécurité maritime ne se limite pas aux frontières de l'océan Indien. C'est un problème mondial tenant en compte que l'océan Indien revêt d'une importance mondiale* », a déclaré ce matin au *Mauricien* Raj Mohabeer, chargé d'affaires à la COI.

La conférence ministérielle verra la participation de leaders politiques, d'officiels de haut niveau et d'institutions internationales engagées dans la protection de l'océan et son développement durable. L'objectif consiste à mobiliser l'effort au sein de la région et à l'échelle internationale en vue d'assurer la sûreté d'un gigantesque espace marin, qui représente un 5e du globe. Bordant quatre continents, l'océan Indien comporte des autoroutes maritimes d'importance mondiale. En effet, 50% du transport mondial de pétrole, 40% du transport de gaz et près du tiers du trafic maritime de marchands internationaux transitent par ses eaux. Parmi les grands enjeux sécuritaires qui seront abordés figurent la piraterie ainsi que les trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains. On compte aussi les crimes maritimes transnationaux, le terrorisme, la pêche illégale et le blanchiment d'argent. Sans oublier les catastrophes en mer et les sauvetages, de même que la protection de la biodiversité marine.



Le secrétaire général de la COI, Hamada Madi Boléro, s'adressant à l'assistance ce matin à l'hôtel Intercontinental

Les échanges devraient mener à identifier les actions prioritaires en réponse aux risques, crimes, et délits transnationaux maritimes. Des pistes de collaborations à valeur ajoutée régionales, tangibles et concrètes pourront être identifiées sur chacune des menaces pesant sur la sûreté et la sécurité maritimes dans la région Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI). Partenaires et institutions seront mobilisés, suscitant des engagements spécifiques dans les actions concrètes à mettre en œuvre selon une feuille de route agréée.

La conférence débouchera sur l'adoption d'une déclaration ministérielle assortie d'une feuille de route. De plus, deux accords régionaux seront conclus entre les pays participants au programme MASE (programme de promotion de la sécurité maritime en Afrique orientale et australe et océan Indien) sur l'échange et le partage d'informations maritimes, notamment à travers le Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM), basé à Madagascar.

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

04 mai 2018

http://www.lequotidien.re/

NEWSPAPER
Le socialiste

NEWSPAPER
Le socialiste.

Le Socialiste Vendredi 4 mai 2018 3

A l'issue de la Réunion ministérielle de la COI à Balaclava

Adoption de la «Déclaration de Maurice sur la Sécurité maritime»

La Déclaration sur la Sécurité maritime dans la région ouest de l'océan Indien, la «Déclaration de Maurice sur la Sécurité maritime», a été adopté le 29 avril 2018 à une conférence à Balaclava, à l'issue de la Réunion ministérielle de la Commission de l'Océan Indien (COI) sur les questions de sécurité maritime tenue le 28e -29e Avril 2018 à l'hôtel InterContinental à Balaclava, où les ministres en charge de la sécurité dans la région ouest de l'océan Indien et des représentants d'organisations régionales et internationales ont convenu de mécanismes de sécurité maritime régionale. La conférence a fait part de son appréciation du Plan d'action conjoint.

La sécurité maritime dans l'ouest de l'océan Indien est aussi bien un défi régional que mondial exigeant un engagement endogène et une réaction collective ainsi que l'appui de la communauté internationale. La conférence a souligné la nécessité d'assurer une capacité régionale minimale comme un élément dissuasif en ce qui concerne les délits et menaces maritimes .L'importance de l'échange d'informations maritimes conformément aux lois nationales et internationales et à la réglementation afin d'accroître la connaissance en matière maritime et s'attaquer plus efficacement à la question de la 'cécité de la mer' ont également été mis en avant.

La Réunion ministérielle a convenu du besoin de renforcer la coopération régionale dans la lutte contre la criminalité maritime. Les États membres ont souligné la pertinence et la nécessité de poursuivre et d'amplifier leur engagement et celui des organisations régionales dans les activités du Programme régional pour la promotion de la sécurité maritime (Programme MASE) en *Eastern and Southern African and Indian Ocean* (ESA-IO), en particulier à travers les mécanismes régionaux pour le partage et l'échange d'informations maritimes et la coordination de l'action en mer par le biais des centres régionaux avec l'appui des partenaires, à savoir l'Union européenne (UE).

La Conférence a aussi appelé à la mise en place du cadre juridique pour garantir efficacement la confidentialité de l'échange d'informations et la coordination des actions conjointes en mer.

Pour l'amélioration de la surveillance maritime, la Conférence ministérielle appelle à : l'utilisation de nouvelles technologies opérationnelles tels que qu'à travers l'application d'images d'un Synthetic Aperture Radar (SAR) pour la détection des navires; la coopération et l'assistance technique de partenaires, y compris l'Union européenne pour promouvoir un environnement favorable dans chacun des États membres; et la gestion et le partage des connaissances, le transfert de technologie, la formation et la sensibilisation au développement des capacités locales pour la sûreté et la sécurité maritime à l'aide d'applications de la télédétection.

Entre autres questions pertinentes discutées, l'accent a été mis sur la lutte contre les menaces terroristes et les trafics illicites (trafic de drogue, traite des êtres humains, trafic d'armes, commerce illicite, blanchiment d'argent) ; la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN); la pollution maritime; les recherches et le sauvetage en mer ; et la biodiversité et les impacts du changement climatique.

Le Quotidien

MAURICE SÉCURITÉ MARITIME

Une région à protéger

Sous l'égide de la COI et du ministère mauricien des Affaires étrangères, l'île Maurice organise une conférence internationale sur la sécurité maritime. Il sera question de piraterie mais aussi de pêche illégale et de trafic de drogue.

L'île Maurice accueille, depuis hier et jusqu'à dimanche, une conférence internationale sur la sécurité maritime. Des dizaines de délégations sont attendues, au moins une centaine de personnes. Un événement d'envergure, pour la Commission de l'océan Indien, co-organisatrice.

Plusieurs Etats sont représentés, dont les pays membres de la COI (Madagascar, Seychelles, Comores, Maurice et la France avec La Réunion), mais également d'Afrique australe et de la Corne de l'Afrique (Afrique du Sud, Mozambique, Kenya, Tanzanie, Djibouti) ou encore des Etats « ayant des intérêts dans la région » (Inde, Chine, Royaume-Uni et Etats-Unis). Et même des organisations internationales comme l'OMI (Organisation maritime internationale), la FAO (la structure des Nations unies en charge de l'agriculture et de l'alimentation), et l'Office des Nations-Unies contre la drogue et le crime (UNODC).

Autrefois présentée comme la principale menace régionale, la piraterie maritime est aujourd'hui reléguée au second plan. Selon le Bureau maritime international, les attaques de pirates dans le monde sont au plus bas depuis 22 ans (chiffres de 2017). Neuf « incidents » ont été relevés dans cette région en 2016, contre seulement deux en 2016. La dernière attaque médiatisée remonte à il y a un peu plus d'un an, mars 2017.

Ce sont dorénavant les Philippines et sa région qui enregistrent la plus importante progression en termes d'attaques. Le Golfe de Guinée reste encore sensible.

Cette diminution drastique s'explique par la présence croissante de forces armées internationales dans l'océan Indien depuis des années. L'océan Indien est devenue la région maritime la plus militarisée depuis le Pacifique, lors de la Seconde guerre mondiale. Avec l'UE et son opération Atalante dès 2008, mais aussi l'Otan et les Etats-Unis, la Russie, l'Inde ou encore la Chine, les navires de guerre n'ont jamais été aussi nombreux.

La diplomatie française mentionne toujours la piraterie comme endémique, sur son site Internet, dans le Golfe d'Aden, où transite plus de la moitié de la production mondiale de pétrole, et au large de la Somalie. « *Le reste de l'Océan Indien jusqu'au canal du Mozambique, et la zone comprise entre les Seychelles, les Maldives et les Laquedives* » aussi est concerné.

Impactant elles-aussi directement les économies locales et mondiales, d'autres menaces ont été répertoriées par les Etats de la région, à commencer par le trafic lié aux drogues mais également la pêche illégale.

La région est devenue au moins une plaque tournante, ou une destination finale, de drogues en tout genre. Les statistiques font de Maurice l'un des pays du top 5 mondial au niveau de la consommation d'opiacées. Les nombreuses affaires de « stup » mises au jour ces derniers mois dans la région font craindre une recrudescence de ce commerce illégal.

En mars dernier, une frégate française avait intercepté quatre tonnes de résine de cannabis à une centaine de km au large d'Oman. Plus près de nous, ce sont les trafics en provenance de l'Afrique australe (Tanzanie, Kenya), voire de Madagascar, qui inquiètent les partenaires internationaux.

Signature de deux accords

En matière de pêche, les eaux territoriales des micro-Etats comme Maurice ou les Seychelles ou même de Madagascar attirent les convoitises. Selon la FAO, cette pêche illicite représente « *une perte de près de 400 millions de dollars par an au débarquement, soit près d'un milliard de dollars en produits transformés* », note la Commission de l'océan Indien dans une note présentant la conférence. Madagascar, du fait d'un manque de moyens criants, n'est également pas épargné.

Le risque terroriste fait également partie des préoccupations régionales, avec des zones de conflits relativement proches (Somalie, Yemen,...) et dans lesquelles sévissent des entités liées aux milieux extrémistes religieux.

Les pollutions maritimes, enfin, ou encore la lutte contre le blanchiment d'argent sont elles aussi des problématiques régionales qui seront abordées au cours de cet aréopage de diplomates et autres spécialistes en relations internationales.

« *Cette conférence s'inscrit dans la continuité d'actions de mobilisation* », précise en outre la COI. « *Elle vise à identifier les réponses aux défis spécifiques de l'insécurité maritime* ». « *Cet événement d'envergure est organisé par la République de Maurice, qui occupe la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), et le Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI), avec le soutien de l'Union européenne (UE) à travers le programme de promotion de la sécurité maritime en Afrique orientale et australe et océan Indien (Mase)* », indique encore la COI.

L'Union européenne finance à hauteur de 37,5 millions d'euros ce projet régional baptisé Mase pour « Maritime security », chapeautée par la COI dont Maurice détient actuellement la présidence tournante.

Deux centres régionaux – plutôt qu'un – en charge de la surveillance maritime ont été créés, le Centre régional de coordination opérationnelle de Mahé inauguré en juillet 2017, et le Centre régional de fusion de l'information maritime la même année et basé à Antananarivo. Deux accords seront d'ailleurs signés à l'issue de cette conférence pour définir un peu mieux le rôle de chacun de ces centres.

Frédéric BANC

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

03 mai 2018

http://www.lequotidien.re/

Conférence ministérielle

Engagement politique, signature d'accords et actions nouvelles pour la sécurité maritime régionale

« *Ce fût un grand succès !* », résume Maneesh Gobin, le représentant du ministre de la Justice de Maurice au sujet de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime qu'il a présidé au nom du ministre des Affaires étrangères et président du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), Seetanah Lutchmeenaraidoo. Ils étaient plus de 180 délégués, dont des ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, ainsi que des hauts responsables d'institutions multilatérales, venant d'une quarantaine d'Etats et organisations régionales et internationales à assister, depuis le jeudi 26 avril, à cette conférence ministérielle organisée conjointement par la Commission de l'océan Indien et l'Etat mauricien avec le soutien de l'Union européenne. L'événement a débouché sur la signature de quatre accords portant sur un renforcement de la coopération entre Etats pour une meilleure sécurité maritime dans la région occidentale de l'océan Indien. Deux accords ont été signés sous le programme régional de sécurité maritime (MASE, MAritime SEcurity) : le premier, porte sur l'échange et le partage d'information maritime, notamment à travers le Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM) basé à Madagascar ; et le deuxième, porte sur la coordination d'opérations conjointes notamment à travers le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) basé aux Seychelles.

Les signataires des deux accords MASE sont l'Union des Comores, la République de Madagascar, la République de Maurice, la République des Seychelles, la République de Djibouti. D'autres Etats de la région sont appelés à adopter ces accords qui restent ouverts aux partenaires désirant contribuer à la sécurité maritime régionale qui conditionne la stabilité de routes maritimes d'envergure mondiale.

A la cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence, le Premier ministre Pravind Jugnauth, assistant à la signature des accords de coopération entre la COI et la République de Maurice avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime portant sur la lutte contre les trafics illicites, a mis l'accent sur le lien entre sécurité et développement. « *En tant que petites îles souvent dépourvues de ressources naturelles terrestres, nous aspirons à développer nos vastes espaces maritimes et à construire un nouveau chapitre de nos économies autour de l'océan. Pour que cela se matérialise, nos mers doivent être sûres et nous devons débloquer les ressources nécessaires en ce sens* », a-t-il soutenu.



Le Premier ministre d'ajouter : « *Seul, aucun de nos pays ne peut lutter contre le trafic illégal dans nos océans, la spoliation de nos mers ou les menaces croissantes à l'insécurité dans nos eaux. Même collectivement, ce combat restera compliqué. Mais si nous pouvons nous mettre d'accord sur les moyens de travailler ensemble et de partager des informations et de coordonner nos actions, nous pouvons certainement faire mieux que ce que nous faisons actuellement. Unissons donc nos forces pour y arriver.* »

Alors qu'il est de plus en plus question de l'économie océanique, les mers restent en effet le lieu privilégié pour toutes sortes de crimes, trafics et menaces. La Déclaration ministérielle des Etats de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien adoptée à l'issue des travaux renouvelle d'ailleurs l'engagement des Etats de la région à coopérer pour lutter contre les crimes et menaces et souligne l'importance des partenariats avec la communauté internationale.

Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, résume : « *C'est bien la volonté politique qui conditionne l'action d'un Etat, son engagement concret à lutter contre tous les crimes et menaces en mer. C'est bien la volonté politique qui, seule, décidera de la portée de notre coopération pour que chacun de nos Etats-membres puisse véritablement tirer profit d'une croissance nouvelle et nécessairement durable basée sur le potentiel de nos océans.* »

L'Union européenne, premier partenaire au développement de la région et bailleur du programme MASE, a indiqué sa volonté de continuer à soutenir les Etats de l'océan Indien occidental. Ainsi, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne, Marjaana Sall, a annoncé «une enveloppe supplémentaire de 5 millions € de l'Union européenne en appui à l'opérationnalisation des Centres régionaux de Fusion de l'information maritime à Madagascar et de Coordination des opérations en mer aux Seychelles ». A cela s'ajouteot d'autres financements, notamment dans le domaine des pêches, de la sûreté et la sécurité portuaire ou encore de la lutte contre les effets du changement climatique, a-t-elle précisé.

Le ministre Maneesh Gobin conclut : « *La nouvelle frontière de notre développement, de celui des îles de la région et de notre grande région de l'Afrique orientale et australe, c'est cet océan que nous avons en partage. Ce que nous avons fait ici durant 4 jours vise justement à assurer l'avenir de nos pays ce qui passe nécessairement par la sécurisation des espaces maritimes. Il est heureux que nous puissions compter sur des partenariats et des appuis annoncés de l'Union européenne, du Japon à travers une participation aux activités de l'ONUDC dans le cadre du partenariat avec la COI, de la Chine, membre observateur de la COI, entre autres.* »

Au total 25 Etats de la région ou ayant des intérêts commerciaux et économiques dans la région, notamment l'Union des Comores, les Seychelles, Madagascar, l'Ouganda, Djibouti, les Emirats arabes unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, le Sri Lanka, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, la Chine et l'Inde, étaient représentés à la conférence. De même, 17 organisations économiques et politiques comme le Comesa (Marché commun pour l'Afrique orientale et australe), Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime ainsi que l'Union européenne y ont participé.

SÉCURITÉ MARITIME | Dans l'océan Indien

Aide supplémentaire de Rs 200 M de l'UE

L'Union européenne apportera une aide supplémentaire de Rs 200 M, soit 5 M d'euros, afin de consolider la gouvernance maritime dans la région de l'océan Indien. C'est ce qu'a annoncé hier Michal Golabek, chargé d'affaires a.i. à la Delegation of the European Union, lors de la réunion des hauts officiels dans le cadre de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans la région occidentale de l'océan Indien. L'ouverture officielle de la conférence sera effectuée demain matin par le Premier ministre, Pravind Jugnauth. La conférence sera suivie lundi par la réunion du groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes, qui sera présidée par Vishnu Lutchmeenaraidoo.

Le représentant de la délégation européenne a expliqué que l'Union européenne est déjà « *fortement engagée* » à contribuer à la sécurité maritime dans le monde en général, en Afrique et dans l'océan Indien, en particulier. Ainsi, l'UE a assumé la présidence du groupe de contact sur la piraterie au large des côtes de la Somalie en 2014. Cette année, cette responsabilité revient à Maurice. « *La présence des forces navales de l'Union européenne, connue sous le nom d'opération ATALANTA, a connu un succès largement reconnu par les pays de la région et par la communauté maritime dans son ensemble. D'autre part, le programme MASE, financé à hauteur de 39,5 millions d'euros par l'UE, est une initiative stratégique clé pour la promotion de la sécurité maritime dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien* », a-t-il soutenu.

Michal Golabek a observé que deux accords régionaux sont sur le point d'être signés concernant notamment la mise en place d'un mécanisme régional d'échange et de partage d'informations maritimes et la coordination régionale des opérations en mer.

Dans ce contexte, l'UE est disposée à accroître son soutien de 5 M d'euros, soit Rs 200 M, au fonctionnement des deux centres pour renforcer les capacités dans des domaines tels que la gouvernance maritime, la préparation des garde-côtes, la gestion des secours, la recherche et le sauvetage maritime ainsi que le partage et l'intégration de l'information maritime.

De plus, l'UE est sur le point de préparer un programme de 28 M d'euros pour la sécurité portuaire et maritime et la sécurité maritime dans la région. Ce programme profitera aux pays de la région de l'océan Indien, de l'Afrique de l'Est et du Sud et renforcera les capacités des autorités portuaires et maritimes ainsi que des systèmes de sécurité portuaire et de sécurité maritime dans leurs ports respectifs. La journée d'hier a été marquée par plusieurs interventions.

La secrétaire aux Affaires étrangères, Usha Dwarka-Canabady, a lors de son allocution d'ouverture à la réunion des hauts officiels fait état des difficultés auxquelles font face les pays de la région pour assurer la sécurité de leurs espaces marins. Ces difficultés, dit-elle, empêchent les pays à développer l'économie océanique. Elle s'est appesantie sur la nécessité de « *ne pas disperser les efforts* ». Elle a insisté sur l'importance d'une Blue Charter sur la sécurité dans l'océan Indien et sur la nécessité de ne pas dupliquer les efforts.

Amado Philip de Andrés, représentant régional de l'UNODC, a pour sa part évoqué les missions de l'organisation qui sont « *pertinentes* » à Maurice et la région dans les domaines de la lutte contre la piraterie, la pêche illégale, le trafic des stupéfiants par voie maritime et la traque de l'argent sale.

Hamada Madi, secrétaire général de la COI, a, lui, soutenu que l'émergence de la piraterie au large des côtes somaliennes a constitué « *un électrochoc* » dans la région et a provoqué une prise de conscience des enjeux de la sécurité maritime. Il a plaidé en faveur de la mobilisation de la communauté internationale pour sécuriser nos mers et promouvoir les conditions de stabilité nécessaires au développement de l'économie des pays de la région.

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

03 mai 2018

https://www.lexpress.mu/

Engagement politique, signature d'accords et actions nouvelles pour la sécurité maritime régionale

« Ce fût un grand succès ! », résume Maneesh Gobin, le ministre de la Justice de Maurice au sujet de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime qu'il a présidé au nom du ministre des Affaires étrangères et président du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), Vishnu Lutchmeenaraidoo.

Ils étaient plus de 180 délégués, dont des ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères ainsi que des hauts responsables d'institutions multilatérales, venant d'une quarantaine d'États et organisations régionales et internationales à assister, depuis le jeudi 26 avril, à cette conférence ministérielle organisée conjointement par la Commission de l'océan Indien et l'État mauricien avec le soutien de l'Union européenne.

L'événement a débouché sur la signature de quatre accords portant sur un renforcement de la coopération entre États pour une meilleure sécurité maritime dans la région occidentale de l'océan Indien. Deux accords ont été signés sous le programme régional de sécurité maritime (MASE, MAritime SEcurity) : le premier, porte sur l'échange et le partage d'information maritime, notamment à travers le Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM) basé à Madagascar ; et le deuxième, porte sur la coordination d'opérations conjointes notamment à travers le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) basé aux Seychelles.

Lieu privilégié de crimes

Les signataires des deux accords MASE sont l'Union des Comores, la République de Madagascar, la République de Maurice, la République des Seychelles, la République de Djibouti. D'autres Etats de la région sont appelés à adopter ces accords qui restent ouverts aux partenaires désirant contribuer à la sécurité maritime régionale qui conditionne la stabilité de routes maritimes d'envergure mondiale.

À la cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence, le Premier ministre Pravind Jugnauth, assistant à la signature des accords de coopération entre la COI et la



République de Maurice avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime portant sur la lutte contre les trafics illicites, a mis l'accent sur le lien entre sécurité et développement. *« En tant que petites îles souvent dépourvues de ressources naturelles terrestres, nous aspirons à développer nos vastes espaces maritimes et à construire un nouveau chapitre de nos économies autour de l'océan. Pour que cela se matérialise, nos mers doivent être sûres et nous devons débloquer les ressources nécessaires en ce sens »*, a-t-il soutenu.

Alors qu'il est de plus en plus question de l'économie océanique, les mers restent en effet le lieu privilégié pour toutes sortes de crimes, trafics et menaces. La Déclaration ministérielle des États de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien adoptée à l'issue des travaux renouvelle d'ailleurs l'engagement des États de la région à coopérer pour lutter contre les crimes et menaces et souligne l'importance des partenariats avec la communauté internationale.

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

28 Avril 2018

https://www.lexpress.mu/



CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ MARITIME DU 28 AU 29 AVRIL

La conférence ministérielle sur la sécurité maritime débute au pays aujourd'hui et prendra fin demain. Dans ce contexte, Maurice signera un accord de coopération et de prévention des délits de drogue avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Un accord régional sur la coordination des opérations en mer dans la partie ouest de l'océan Indien sera aussi entériné.

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

28 Avril 2018

http://www.lemauricien.com/

le mauricien

SÉCURITÉ MARITIME

Maurice signera trois protocoles d'accord

Maurice procédera à la signature de trois protocoles et mémorandum d'accord lors de la conférence ministérielle sur la sécurité maritime, qui se tiendra aujourd'hui et demain à l'hôtel Intercontinental, Balaclava. Les travaux de la conférence débuteront ce matin mais seront inaugurés officiellement par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, dans l'après-midi.

Le premier accord qui sera signé porte sur la création d'un mécanisme régional d'échange et de partage de l'information maritime dans la région de l'océan Indien occidental. Le deuxième concernera un accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental. Et enfin, le troisième avec l'United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) aura trait à la coopération en matière de prévention du crime et de contrôle des drogues.

Le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Vishnu Lutchmeenaraidoo, signera, en sa capacité de président de la COI, également un mémorandum d'accord entre l'UNODC et la Commission de l'océan Indien sur la coopération en matière de prévention du crime et contrôle des drogues.

Une centaine de délégués et 30 organisations des pays d'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien se réunissent à Maurice pour participer à la conférence ministérielle consacrée à la sécurité maritime dans la région. Cette conférence ministérielle permettra de traiter les différentes problématiques liées à la sécurité maritime que sont la piraterie, la pêche illégale et non autorisée, le trafic de drogue, le trafic humain, la pollution maritime ainsi que la recherche et le sauvetage, entre autres.

Intervenant lors de l'ouverture de la réunion des hauts officiels jeudi, Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, a rappelé que l'émergence de la piraterie au large des côtes somaliennes a constitué un électrochoc. *« Nos économies ont été sévèrement touchées avec le renchérissement des coûts d'importation et d'exportation, mais aussi avec les perturbations de la pêche et du tourisme. Aujourd'hui, d'après les estimations les plus sérieuses, les États et les organisations de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien ne contribuent qu'à hauteur de 5% à l'effort de dissuasion globale »*, a-t-il constaté. Ce qui fait que, selon lui, la région reste dépendante de l'extérieur pour assurer sa sécurité la plus élémentaire. *« Ce n'est ni sain, ni souhaitable. Il est donc de notre responsabilité politique, tant au niveau national que régional, d'améliorer nos capacités de surveillance et d'intervenir en mer »*, a-t-il affirmé.

De son côté, Michal Golabek, chargé d'affaires de l'Union européenne, a annoncé que l'Union européenne travaillait sur un programme de sécurité portuaire et maritime pour la région qui sera doté d'une enveloppe de 28 millions d'euros. *« Il y a actuellement un débat international sur le domaine maritime avec un accent particulier sur les risques et les menaces. Il nous faut donc une meilleure gouvernance de l'océan et une meilleure coordination entre les différentes organisations chargées de préserver et de protéger les mers et les océans. C'est encourageant de voir l'Union européenne et l'Union africaine se rejoindre dans leurs approches respectives pour une meilleure sécurité maritime »*, a-t-il souligné.

Le Journal Télévisé - Avril 28, 2018

Durée : 2 minutes et 1 seconde

Début : 7 :53

Suite aux deux jours de débats autour de la sécurité maritime qui se sont tenus les jeudi 28 avril et vendredi 29 avril à l'initiative de la COI, conjointement avec le COMESA et l'UE, une session de travail interministérielle a eu lieu aujourd'hui afin de finaliser deux accords de collaboration entre les pays de l'ouest de l'Océan Indien. Ces protocoles d'accord ont pour but de renforcer les liens entre les pays de la zone Océan Indien en matière de sécurité maritime.

Présenté par Kavish Pultoo



http://mbc.intnet.mu/article/vid%C3%A9o-s%C3%A9curit%C3%A9-maritime-le-japon-accordera-plus-de-70-millions-de-roupies-aux-nations-unies

http://mbc.intnet.mu/article/s%C3%A9curit%C3%A9-en-mer-le-combat-contre-la-piraterie-continue

http://mbc.intnet.mu/article/video-le-groupe-de-contact-sur-la-piraterie-au-large-des-c%C3%B4tes-somaliennes-plaide-pour-un

Sécurité maritime

La réunion des hauts fonctionnaires prépare la Conférence ministérielle de la COI

La réunion des hauts fonctionnaires de la Conférence ministérielle de la Commission de l'océan Indien (COI) sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental s'est tenue à l'Intercontinental Resort de Balaclava. La Conférence ministérielle est co-organisée par la République de Maurice, président actuel de la COI et le Secrétariat général de la COI, avec le soutien de l'Union européenne (UE) à travers le Programme de sécurité maritime de l'Afrique orientale et australe.

Dans son discours d'ouverture, la secrétaire aux Affaires étrangères (SFA), l'ambassadrice Mme Usha C. Dwarka Canabady, a déclaré que la sécurité maritime est une préoccupation internationale, d'où la nécessité de sensibiliser les gens à la contribution qu'ils peuvent apporter à cette question. L'idée, a-t-elle dit, est de veiller à la sécurité maritime sur la base d'un programme en cours de développement et d'énumérer les actions prioritaires à entreprendre dans la région, puis de solliciter l'assistance des parties prenantes pour soutenir ces actions.

La SFA a souligné l'importance de travailler ensemble lorsqu'un problème se pose dans l'océan Indien et d'être pratique pour résoudre les problèmes. Même si les pays ont de grandes institutions et législations, il arrive parfois qu'ils soient incapables de prendre des mesures concrètes pour résoudre les problèmes, a-t-elle souligné.

Selon l'Ambassadrice Dwarka Canabady, l'un des résultats de la Conférence ministérielle serait d'identifier les points focaux dans les pays qui peuvent se réunir très rapidement dans un bref délai et mettre en œuvre efficacement ces législations, ainsi que la coopération et la coordination internationales. "Nous devons savoir comment concentrer nos actions d'une manière si cohérente que nous ne dupliquons pas les efforts mais que nous vivons réellement des problèmes pratiques", a-t-elle déclaré.

Pour sa part, le secrétaire général du CIO, M. Hamada Madi, a qualifié la sécurité maritime d'élément essentiel de la sécurité mondiale de l'inde, ajoutant que la prochaine conférence ministérielle devra donner un nouvel élan aux actions régionales et internationales de sécurité maritime. Il a également donné un aperçu des éléments clés qui font de l'océan Indien occidental une zone stratégique. Ceux-ci comprennent les perspectives offertes par les gisements d'hydrocarbures dans le canal du Mozambique; la biodiversité régionale; les ressources de pêche abondantes; ainsi que la région de l'océan Indien occidental étant une zone traversée par près de la moitié du trafic maritime lié à la marine marchande internationale.

Dans son discours, le Chargé d'Affaires de la Délégation de l'UE, M. Michal Golabek, a fait remarquer qu'il y avait un débat de plus en plus large au niveau international sur le domaine maritime avec un accent particulier sur les risques et les menaces. "Nous sommes tous d'accord sur le fait que nos mers et nos océans font face à des pressions croissantes et que nous devons gérer ces activités humaines de manière plus efficace. Nous avons besoin d'une approche cohérente et globale impliquant tous les secteurs", a-t-dit. Selon lui, l'approche devrait être basée sur des règles équitables et transparentes pour tous, nous permettant de sécuriser nos océans et de protéger les ressources de manière durable. Il est donc impératif d'observer que l'UE et l'UA convergent dans leurs approches respectives en matière de sécurité maritime intégrée.

M. Amado Philip de Andrés, Représentant régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Est, a parlé du mandat et du travail de l'organisation dans la lutte contre les drogues illicites et la criminalité internationale et comment les Nations Unies aident les États membres à atteindre les ODD.

Réunion des hauts fonctionnaires

Les participants sont des représentants des ministères de l'Intérieur / de la Défense / des Affaires intérieures, de la Pêche, de la Justice et des agences nationales en charge de la lutte contre le blanchiment d'argent, l'insécurité maritime et le trafic de drogue. La réunion de deux jours s'est tenu pour préparer la Conférence ministérielle prévue les 28 et 29 avril 2018 et qui adoptera une Déclaration ministérielle avec un plan d'action. Ce document se concentre sur toutes les questions de sécurité maritime à savoir les mécanismes de coopération, la lutte contre la pêche illégale et le trafic maritime (drogues, humains, blanchiment d'argent), le terrorisme, les crimes environnementaux et la pollution marine.



Quatre groupes de travail thématiques ont été créés sur les mécanismes régionaux de sûreté et de sécurité maritimes; comment combattre le trafic transnational et le terrorisme; et les menaces environnementales marines.

Conférence ministérielle sur la sécurité maritime

L'accent sera mis sur toutes les menaces et les crimes maritimes et les solutions collectives nécessaires pour sécuriser les vastes zones océaniques pour le développement économique et social de la région. Les objectifs sont triples: Identifier les actions prioritaires en réponse aux risques et crimes transnationaux maritimes; Identifier des approches collaboratives et globales régionales, tangibles et à valeur ajoutée pour chacune des menaces à la sûreté et à la sécurité maritimes dans le SE.

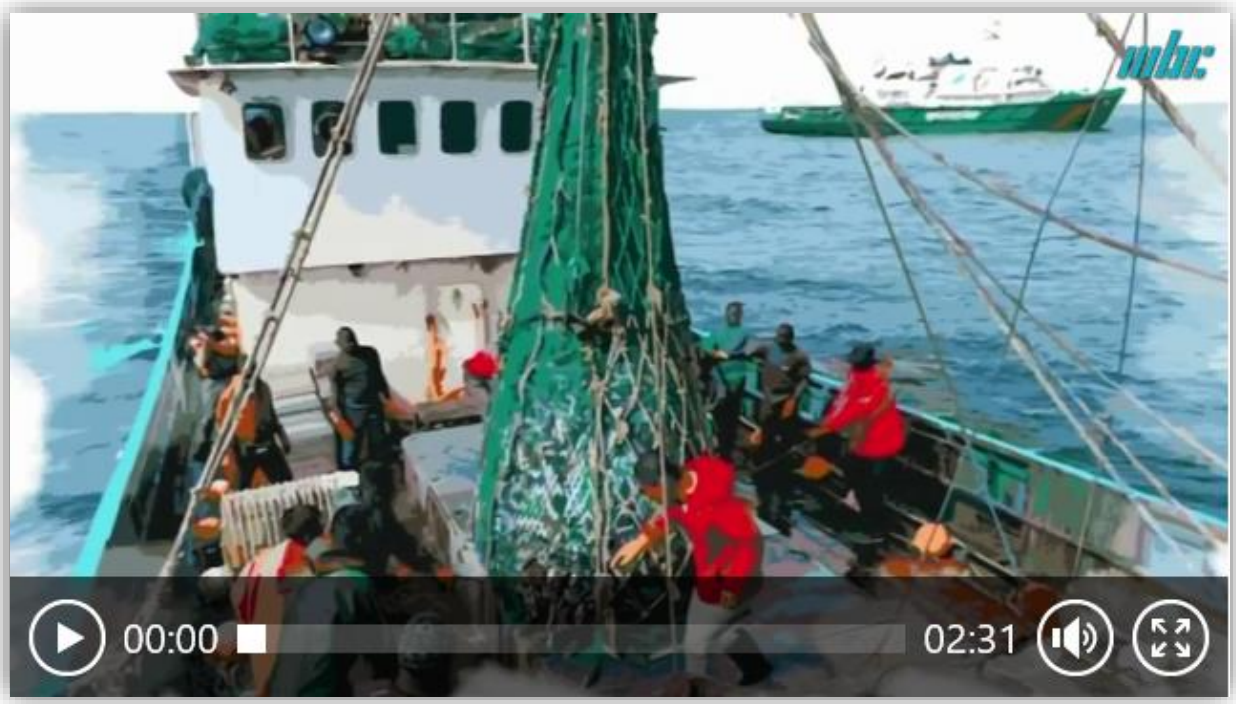
http://mbc.intnet.mu/article/vidéo-lunion-européenne-décaisse-28-millions-deuros-en-vue-de-renforcer-la-sécurité-maritime

[VIDÉO] L'Union européenne décaisse 28 millions d'euros en vue de renforcer la sécurité maritime dans l'océan Indien

L'Union européenne décaisse 28 millions d'euros pour renforcer la sécurité maritime dans la région de l'Océan Indien. Une des retombées de la conférence interministérielle sur la sécurité maritime qui prend fin ce dimanche 29 avril. Lors de la cérémonie officielle organisée le samedi 28 avril, deux accords ont été signés entre la Commission Océan Indien et le United Nations Office on Drugs and Crime. Maurice et le United Nations on Drugs and Crime ont ainsi une mission qu'est de combattre le crime dans la région océan indien. Le Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth qui a lancé officiellement cette conférence de deux jours a rappelé la volonté des autorités mauriciennes à combattre le trafic de drogue dans la région.

Le reportage de Manisha Jooty.

Posted by Axelle Ramdeal



Le Dimanche L'HEBDO

Lutte contre la piraterie



Maneesh Gobin

L'Attorney General, Maneesh Gobin, a procédé à l'ouverture de la session inaugurale de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime, samedi à Balaclava.
Dans son discours, il a abordé l'émergence de la piraterie maritime et a fait ressortir que la lutte contre le trafic de drogue *« ne saurait être efficacement combattu si nous ne coopérons pas davantage. » « L'émergence de la piraterie au large des côtes somaliennes au début des années 2000 a sonné comme un brusque réveil. Le coût de la piraterie a culminé à plus de 12 milliards de dollars pour l'économie mondiale. Notre région ne pouvait rester les bras croisés. C'est pourquoi nous, les États de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien, avons lancé une fructueuse collaboration pour la sécurité maritime au travers de nos organisations régionales – l'IGAD, le COMESA, l'EAC et bien sûr, la Commission de l'océan Indien – et cela avec le soutien de l'Union européenne »*, a avancé l'Attorney General dans son discours.
Les thèmes à l'agenda de la conférence de samedi ont été la lutte contre la drogue, le blanchiment d'argent, les pollutions maritimes et le terrorisme.

week-end

Conférence ministérielle à Balaclava

La sécurité maritime, un enjeu mondial

La conférence internationale autour de la sécurité maritime réunissant une centaine de délégués d'une trentaine d'États et d'organisations régionales et internationales à l'hôtel Intercontinental Balaclava, depuis jeudi, a mis le point sur un enjeu mondial. La sécurité maritime dépasse l'océan Indien et représente un pari capital pour tous les pays du monde. Il faudra le concours de tous les pays pour lutter contre les dangers qui guettent nos eaux. Les participants à cette conférence organisée par Maurice, qui occupe la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI) et le Secrétariat général de la COI, plaident ainsi pour une action coordonnée afin de rassembler nos forces en vue d'assurer la sécurité maritime dans l'ocean Indien occidental.

À cet effet, deux accords ont été signés hier, l'un entre Maurice et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC), et l'autre entre la COI et l'UNDOC portant sur la coopération et l'échange d'information maritime et la coordination des opérations en mer entre les pays pour lutter plus efficacement contre les menaces et crimes maritimes. À l'issue de cette conférence, une Déclaration ministérielle assortie d'un plan d'actions sera adoptée.

Dans son discours, le Premier ministre, Pravind Jugnauth a mis l'accent sur les différentes menaces qui pèsent sur la zone maritime océan Indien. Il a souligné que les actes de piraterie, même s'ils ont diminué significativement – 7 en 2016 et 9 incidences en 2016 – représentent un danger pour la région propice aux développements commerciaux à travers ses ports. Il a, de même, fait ressortir qu'outre la piraterie, d'autres dangers et crimes maritimes défient notre région: la pêche illicite, le trafic humain, le trafic de drogue, les risques terroristes, la pollution maritime et le changement climatique. Le Pm a plaidé pour un effort consenti pour que les États luttent d'un même élan contre ces dangers.

Le directeur général pour la Pêche de la Commission Européenne (CE), Joao Aquiar Machado, a annoncé le plan d'action établi par la CE pour lutter contre la piraterie et la pêche illégale entre autres. À cet effet, sur les 28 millions d'euros engagés pour la sécurité maritime dans l'océan Indien, la CE prévoit de rajouter 5 millions d'euros additionnels. Elle mettra également au service de la zone océan Indien le système de géolocalisation européen, le Galileo.

À l'issue de la cérémonie d'ouverture officielle de cette conférence par le Premier ministre, Pravind Jugnauth a rencontré certains représentants des États membres de la COI. Il a également eu un aparté avec le ministre de La Défense de Djibouti.

http://mbc.intnet.mu/article/le-journal-télévisé-avril-29-2018

Le Journal Télévisé - Avril 29, 2018

Durée: Environ 6 minutes

Début de la vidéo: 1 min et 37 secondes

L'Union Européenne vient en aide aux pays de la région pour renforcer la sécurité maritime. Elle décaisse à cet effet une enveloppe de 28 millions d'euros additionnels, soit environ Rs 1 milliard. C'est l'une des retombées de la conférence interministérielle sur la sécurité maritime qui s'est tenu ce week-end. Procédant au lancement officiel de cette conférence hier, le Premier ministre a plaidé pour une meilleure synergie des ressources des États de la région dans la lutte contre le trafic de drogue.

Autre déclaration de soutien à la sécurité maritime ce dimanche à Balaclava. Celle du gouvernement Japonnais. Le Japon accordera 2,1 millions de dollars, soit plus de Rs 70 millions à l'office des Nations unies contre la drogue et le crime. Cet argent servira à renforcer les mesures prises pour la sécurité maritime dans l'océan Indien.

Présentrice: Claudette Geoffroy-Gadevadoo



LeDEFIMEDIAGROUP

29 Avril 2018

https://defimedia.info/securite-maritime-maurice-signe-un-accord-avec-plusieurs-pays

[Vidéo] Sécurité maritime : Maurice signe un accord avec plusieurs pays



Un accord pour renforcer la protection maritime dans la région Sud-Est de l'océan Indien a finalement été signé entre Maurice, Madagascar, Djibouti, les Seychelles et les Comores. Cela après trois ans de discussion.
C'était lors du dernier jour de la conférence ministérielle sur la sécurité maritime des Etats membres de la COI (Commission de l'océan Indien), ce dimanche 29 avril, à l'hôtel Intercontinental à Balaclava.
L'Attorney General, Maneesh Gobin, nous donne plus de détails (voir vidéo).

l'express

30 Avril 2018

https://www.lexpress.mu/

OCÉAN INDIEN. QUATRE ACCORDS POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ MARITIME

Rideau hier matin sur la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime. Celle-ci a réuni depuis samedi plus de 180 délégués, dont des ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères ainsi que des hauts responsables d'institutions multilatérales, venant d'une quarantaine d'États et organisations régionales et internationales. Organisé conjointement par la Commission de l'océan Indien (COI) et le gouvernement de Maurice, avec le soutien de l'Union européenne, cet événement a débouché sur la signature de quatre accords portant sur un renforcement de la coopération entre États pour une meilleure sécurité maritime dans la région occidentale de l'océan Indien. Deux accords ont été signés sous le programme régional de sécurité maritime (MAritime SEcurity, MASE). Le premier porte sur l'échange et le partage d'informations maritimes, en particulier à travers le Centre régional de fusion d'information maritime basé à Madagascar. Le second a trait à la coordination d'opérations conjointes surtout à travers le Centre régional de coordination opérationnelle basé aux Seychelles. Les signataires des deux accords MASE sont l'Union des Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et Djibouti. D'autres États de la région sont appelés à adopter ces accords qui restent ouverts aux partenaires désirant contribuer à la sécurité maritime régionale qui conditionne la stabilité de routes maritimes d'envergure mondiale. À l'ouverture officielle samedi, le Premier ministre Pravind Jugnauth a mis l'accent sur le lien entre sécurité et développement. «*En tant que petites îles souvent dépourvues de ressources naturelles terrestres, nous aspirons à développer nos vastes espaces maritimes et à construire un nouveau chapitre de nos économies autour de l'océan. Pour que cela se matérialise, nos mers doivent être sûres et nous devons débloquer les ressources nécessaires en ce sens.*»

Engagement , d'accords et actions pour la sécurité maritime régionale



« Ce fût un grand succès ! », résume Maneesh Gobin, le représentant du ministre de la Justice de Maurice au sujet de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime qu'il a présidé au nom du ministre des Affaires étrangères et président du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), Seetanah Lutchmeenaraidoo. Ils étaient plus de 180 délégués, dont des ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères ainsi que des hauts responsables d'institutions multilatérales, venant d'une quarantaine d'États et organisations régionales et internationales à assister, depuis le jeudi 26 avril, à cette conférence ministérielle organisée conjointement par la Commission de l'océan Indien et l'État mauricien avec le soutien de l'Union européenne. L'événement a débouché sur la signature de quatre accords portant sur un renforcement de la coopération entre États pour une meilleure sécurité maritime dans la région occidentale de l'océan Indien. Deux accords ont été signés sous le programme régional de sécurité maritime (MASE, MAritime SEcurity) : le premier, porte sur l'échange et le partage d'information maritime, notamment à travers le Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM) basé à Madagascar ; et le deuxième, porte sur la coordination d'opérations conjointes notamment à travers le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) basé aux Seychelles.

Les signataires des deux accords MASE sont l'Union des Comores, la République de Madagascar, la République de Maurice, la République des Seychelles, la République de Djibouti. D'autres Etats de la région sont appelés à adopter ces accords qui restent ouverts aux partenaires désirant contribuer à la sécurité maritime régionale qui conditionne la stabilité de routes maritimes d'envergure mondiale. A la cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence, le Premier ministre Pravind Jugnauth, assistant à la signature des accords de coopération entre la COI et la République de Maurice avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime portant

sur la lutte contre les trafics illicites, a mis l'accent sur le lien entre sécurité et développement. « En tant que petites îles souvent dépourvues de ressources naturelles terrestres, nous aspirons à développer nos vastes espaces maritimes et à construire un nouveau chapitre de nos économies autour de l'océan. Pour que cela se matérialise, nos mers doivent être sûres et nous devons débloquer les ressources nécessaires en ce sens », a-t-il soutenu. Le Premier ministre d'ajouter : « Seul, aucun de nos pays ne peut lutter contre le trafic illégal dans nos océans, la spoliation de nos mers ou les menaces croissantes à l'insécurité dans nos eaux. Même collectivement, ce combat restera compliqué. Mais si nous pouvons nous mettre d'accord sur les moyens de travailler ensemble et de partager des informations et de coordonner nos actions, nous pouvons certainement faire mieux que ce que nous faisons actuellement. Unissons donc nos forces pour y arriver. » Alors qu'il est de plus en plus question de l'économie océanique, les mers restent en effet le lieu privilégié pour toutes sortes de crimes, trafics et menaces. La Déclaration ministérielle des Etats de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien adoptée à l'issue des travaux renouvelle d'ailleurs l'engagement des Etats de la région à coopérer pour lutter contre les crimes et menaces et souligne l'importance des partenariats avec la communauté internationale. Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, résume : « C'est bien la volonté politique qui conditionne l'action d'un État, son engagement concret à lutter contre tous les crimes et menaces en mer. C'est bien la volonté politique qui, seule, décidera de la portée de notre coopération pour que chacun de nos États-membres puisse véritablement tirer profit d'une croissance nouvelle et nécessairement durable basée sur le potentiel de nos océans. » L'Union européenne, premier partenaire au développement de la région et bailleur du programme MASE, a indiqué sa volonté de continuer à soutenir les Etats de l'océan Indien occidental. Ainsi, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne, Marjaana Sall, a annoncé « une enveloppe supplémentaire de 5 millions € de l'Union européenne en appui à l'opérationnalisation des Centres régionaux de Fusion de l'information maritime à Madagascar et de Coordination des opérations en mer aux Seychelles ». A cela s'ajoutent d'autres financements, notamment dans le domaine des pêches, de la sûreté et la sécurité portuaire ou encore de la lutte contre les effets du changement climatique, a-t-elle précisé. Le ministre Maneesh Gobin conclut : « La nouvelle frontière de notre développement, de celui des îles de la région et de notre grande région de l'Afrique orientale et australe, c'est cet océan que nous avons en partage. Ce que nous avons fait ici durant 4 jours vise justement à assurer l'avenir de nos pays ce qui passe nécessairement par la sécurisation des espaces maritimes. Il est heureux que nous puissions compter sur des partenariats et des appuis annoncés de l'Union européenne, du Japon à travers une participation aux activités de l'ONUDC dans le cadre du partenariat avec la COI, de la Chine, membre observateur de la COI, entre autres. » Au total 25 Etats de la région ou ayant des intérêts commerciaux et économiques dans la région, notamment l'Union des Comores, les Seychelles, Madagascar, l'Ouganda, Djibouti, les Émirats arabes unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, le Sri Lanka, les États-Unis, l'Arabie saoudite,

la Chine et l'Inde, étaient représentés à la conférence. De même, 17 organisations économiques et politiques comme le Comesa (Marché commun pour l'Afrique orientale et australe), Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime ainsi que l'Union européenne y ont participé.

Jean Claude Le Roy

La Roadmap sur la sécurité maritime

La conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans la région occidentale de l'océan Indien a dépassé les espérances des organisateurs. Le week-end a vu la mobilisation de la communauté internationale, dont cinq membres du conseil de sécurité des Nations unies, à l'hôtel Intercontinental. La réunion a débouché sur l'adoption de la Déclaration de Maurice sur la sécurité maritime par les États de l'AfOA-OI.

Ce document, soutenu par tous les pays et organisations participants, constitue une feuille de route (Roadmap) exhaustive qui devra servir de référence pour toutes les activités touchant à la sécurité et la sûreté dans la région occidentale de l'océan Indien. Deux accords portant sur les échanges et le partage d'informations maritimes et la coordination d'opérations conjointes ont été signés hier par les pays de la COI, à l'exception de la France. La veille, deux autres protocoles d'accord avaient été conclus par la COI et Maurice avec l'ONUDC portant sur la lutte contre les trafics illicites.

L'ouverture officielle de la conférence a été effectuée par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, samedi après-midi. En l'absence du ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, souffrant, il est revenu à Manish Gobin, ministre de la Justice et des Droits de l'homme, de présider la conférence ministérielle. Sa performance a été très appréciée par les participants. Quelque 180 délégués, dont des ministres et des hauts responsables d'institutions multilatérales, représentant 25 États de la région et ayant des intérêts commerciaux et économiques – notamment l'Union des Comores, les Seychelles, Madagascar, l'Ouganda, le Kenya, Djibouti, les Émirats Arabes Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, la Chine, l'Inde, l'Italie, le Sri Lanka, l'Égypte et l'Australie –, étaient présents à la conférence. Dix-sept organisations économiques et politiques, telles l'Union européenne, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, le Comesa (marché commun pour l'Afrique orientale et australe), la Communauté de l'Afrique de l'Est et l'Organisation internationale pour les migrations, y ont participé.

L'Union européenne, premier partenaire au développement de la région et bailleur du programme MASE (Maritime SEcurity), a indiqué sa volonté de continuer à soutenir les États de l'océan Indien occidental. Ainsi, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne, Marjaana Sall, a annoncé *« une enveloppe supplémentaire de 5 millions d'euros de l'Union européenne en appui à l'opérationnalisation des centres régionaux de fusion de l'information maritime à Madagascar et à la coordination des opérations en mer aux Seychelles »*. Un programme de 28 millions d'euros pour la sécurité portuaire et maritime dans la région est aussi annoncé. Ce programme profitera aux pays de la région de l'océan Indien, de l'Afrique de l'Est et du Sud, et renforcera les capacités des autorités portuaires et maritimes ainsi que des systèmes de sécurité portuaire et de sécurité maritime dans leurs ports respectifs. De plus, 39,5 millions d'euros sont déjà prévus pour le financement du projet MASE par l'UE. À cela, s'ajoutent d'autres financements, dont la lutte contre les effets du changement climatique, pour laquelle une enveloppe d'aide de 16 millions d'euros est prévue.

Pour sa part, le Japon a annoncé le financement de deux projets, à savoir le financement de l'État de droit dans l'océan Indien pour USD 2,1 millions et la lutte contre la piraterie pour un montant de USD 200 000. D'autres pays ont promis leur aide à travers des organisations.

Les travaux de la conférence ministérielle ont débuté samedi matin par une réunion plénière durant laquelle tous les chefs de délégation et représentants des pays ont pris la parole. Quatre tables rondes ont ensuite été consacrées aux mécanismes régionaux de sécurité maritime, à la lutte contre le terrorisme, aux trafics transnationaux, dont le trafic d'être humain et le trafic de drogue, au blanchiment d'argent et aux risques de catastrophes en mer. Les conclusions et recommandations de ces sessions de travail son largement repris dans la Déclaration de Maurice sur la sécurité maritime. Le mécanisme régional de sécurité maritime est renforcé par des accords tombant dans le programme régional de sécurité maritime (MASE) : le premier, porte sur l'échange et le partage d'informations maritimes, notamment à travers le Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM) basé à Madagascar, et le deuxième porte sur la coordination d'opérations conjointes, notamment à travers le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) basé aux Seychelles. Les signataires des deux accords MASE sont l'Union des Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et Djibouti. Le représentant de la France, dont la signature était également prévue, n'a pu le faire faute d'avoir obtenu à temps les pouvoirs plénipotiaires appropriés de l'administration française. Il a annoncé que la France signera l'accord ultérieurement.

À la cérémonie d'ouverture officielle de la conférence, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, a souligné l'importance de la sécurité en mer. *« En tant que petites îles souvent dépourvues de ressources naturelles terrestres, nous aspirons à développer nos vastes espaces maritimes et à construire un nouveau chapitre de nos économies autour de l'océan. Pour que cela se matérialise, nos mers doivent être sûres et nous devons débloquer les ressources nécessaires en ce sens »*, a-t-il affirmé. Il a ajouté : *« Seul, aucun de nos pays ne peut lutter contre le trafic illégal dans nos océans, la spoliation de nos mers ou les menaces croissantes à l'insécurité dans nos eaux. Même collectivement, ce combat restera compliqué. Mais si nous pouvons nous mettre d'accord sur les moyens de travailler ensemble et de partager des informations et de coordonner nos actions, nous pouvons certainement faire mieux que ce que nous faisons actuellement. Unissons donc nos forces pour y arriver. »*

Le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a lors d'un point de presse hier souligné l'importance de la volonté politique. *« C'est bien la volonté politique qui conditionne l'action d'un État, son engagement concret à lutter contre tous les crimes et menaces en mer. C'est bien la volonté politique qui, seule, décidera de la portée de notre coopération pour que chacun de nos États membres puisse véritablement tirer profit d'une croissance nouvelle et nécessairement durable basée sur le potentiel de nos océans »*, a-t-il dit.



L'Attorney General, Manesh Gobin, lors de son intervention à la conférence samedi

Pour Manish Gobin, la conférence a été *« un grand succès »*. Il poursuit : *« On parle beaucoup de l'économie océanique, mais ce qui lui confère toute son importance et sa signification, c'est d'avoir un océan Indien propre et sécurisé. C'est l'idée derrière la tenue de cette conférence ministérielle. Elle incarne une action concrète et un engagement de tous les pays et organisations internationales, ainsi que des engagements financiers pour rendre encore plus significative l'économie bleue. »*

Pour en savoir plus sur la conférence Ministérielle cliquez les liens ci-dessous :

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

23 Avril 2018

http://www.busiweek.com/index1.php?Ctp=2&pI=6674&pLv=3&srI=69&spI=221&cI=11

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

23 Avril 2018

http://www.thecitizen.co.tz/News/Plan-to-tackle-Indian-Ocean-insecurity-in-the-pipeline/1840340-4494148-uij6gj/index.html

http://allafrica.com/stories/201804240427.html

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

24 Avril 2018

https://www.myt.mu/sinformer/dossiers/societe/504551/conference-ministerielle-sur-la-securite-maritime-dans-l-rsquo-ocean-indien-occidental-nbsp

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

25 Avril 2018

http://lalignedemire.mg/article/Conférence%20ministérielle%20de%20la%20COI%20:%20Focus%20sur%20la%20sécurité%20maritime

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

26 Avril 2018

http://mbc.intnet.mu/article/vidéo-sécurité-maritime-début-des-travaux-préliminaires-de-la-conférence-ministérielle

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

28 Avril 2018

http://discover-invest.com/news_events.html

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

28 Avril 2018

http://ionnews.mu/jugnauth-plaide-pour-la-collaboration-contre-la-piraterie-et-la-drogue-280418/

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=CE_qAgbSxOw

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

28 Avril 2018

https://www.channelnews.mu/2018/04/28/louverture-de-la-conference-sur-la-securite-maritime-dans-locean-indien-occidental/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 Avril 2018

http://www.maurice-info.mu/conference-ministerielle-sur-la-securite-maritime-dans-locean-indien-occidental.html

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 Avril 2018

http://mbc.intnet.mu/article/sécurité-maraitime-dans-la-région-lue-déciasse-€-28-millions

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 Avril 2018

https://www.inside.news/2018/04/securite-maritime-une-conference-ministerielle-pour-le-sud-ouest-de-locean-indien/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 Avril 2018

https://www.lexpress.mu/article/330597/pravind-jugnauth-il-faut-mobiliser-nos-efforts-pour-lutter-pour-securite-maritime

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 Avril 2018

http://discover-invest.com/news_events.html

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 Avril 2018

http://mauritiusnews.info/index.php/news/general/item/21425-securite-maritime-maurice-signe-un-protocole-d-accord-avec-l-office-des-nations-unies-contre-la-drogue-et-le-crime

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

30 Avril 2018

http://www.maurice-info.mu/discours-prononce-par-lattorney-general.html

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

CHANNELNEWS

29 Avril 2018

https://www.channelnews.mu/2018/04/29/securite-maritime-signature-de-plusieurs-accords-entre-les-cinq-pays-de-la-region/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

lemauricien.com

30 Avril 2018

https://www.lemauricien.com/article/securite-maritime-manesh-gobin-le-plus-important-cest-davoir-un-ocean-propre-et-securise/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

MAURITIUS NEWS

30 Avril 2018

http://mauritiusnews.info/index.php/news/general/item/21431-securite-maritime-pravind-jugnauth-confirme-la-signature-de-deux-accords

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

30 Avril 2018

http://ecoaustral.com/coi-renforcement-de-la-securite-maritime-regionale

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

lexpress.mu

30 Avril 2018

https://www.lexpress.mu/article/330660/ocean-indien-quatre-accords-pour-renforcer-securite-maritime

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 avril 2018

http://memento.mu/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

30 avril 2018

https://tranquilitynews.com/fighting-high-seas-crime-priority-to-horn-of-africa/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

03 mai 2018

http://mobile.thecitizen.co.tz/news/Indian-Ocean-states-agree-in-peace-strategies/230448[illegible]

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

29 avril 2018

http://www.comesa.int/ministers-reach-new-agreements-commitments-on-regional-maritime-security/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

1.Outremer360.com

29 avril 2018

http://outremers360.com/politique/la-commission-de-locean-indien-organise-une-conference-ministerielle-de-grande-envergure-sur-la-

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

30 avrili 2018

https://www.mcci.org/en/media-news-events/business-updates/ministerial-conference-on-maritime-security/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

30 avrili 2018

https://igad.int/

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

30 avrili 2018

Outremer360 Twitter

https://twitter.com/search?q=%23securitemaritime&src=typd&lang=en

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

26 Avril 2018

http://outremers360.com/politique/la-commission-de-locean-indien-organise-une-conference-ministerielle-de-grande-envergure-sur-la-securite-maritime-dans-la-region/

https://www.inside.news/2018/04/conference-ministerielle-sur-la-securite-maritime-dans-locean-indien-occidental/

http://dom-tom.niooz.fr/la-commission-de-l-ocean-indien-organise-une-conference-ministerielle-de-grande-envergure-sur-la-securite-maritime-dans-la-region-

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

27 Avril 2018

http://topfmradio.com/media-center/news/pour-lutter-contre-les-delits-transnationaux-en-mer-maurice-organise-une-conference-ministerielle-sur-la-securite-maritime-dans-locean-indien

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

27 Avril 2018

http://www.maurice-info.mu/conference-ministerielle-sur-la-securite-maritime-a-maurice.html

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

27 Avril 2018

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2018-04/27/content_50978005.htm

COI et ses Projets

Conférence Ministérielle sur la Sécurité Maritime

27 Avril 2018

http://www.govmu.org/English/News/Pages/--Senior-Officials-meeting-sets-scene-for-Ministerial-Conference-on-Maritime-Security.aspx